Les villes face aux populismes

Dans un contexte de crise et d'angoisse sociale, les droites, qu'elles soient radicalisées par le quinquennat Sarkozy, identitaires, nationales ou conservatrices, sont en attente d'une revanche politique et sociale depuis la défaite de leur candidat en 2012.

André DÉCHOT, responsable du groupe de travail LDH « Extrêmes droites »

La situation politique, sociale et économique, aggravée par la crise financière de 2008, est marquée par une demande populaire qui somme les responsables politiques, à tous les échelons, d'agir. Agir afin de répondre aux souffrances et insécurisations [1].

Les mutations sociales et territoriales [2] constituent, à cet égard, un important facteur d'anxiété : celles-ci semblent renforcer les inégalités d'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé, au logement, aux transports... On trouve, d'une part, les « gagnants » de la mondialisation (40 % de la population française regroupée dans les métropoles, touchée par ailleurs par un processus de « gentrification ») [3], et d'autre part les résidents des zones périurbaines (60 % de la population française). La société française effectue sa mue « postindustrielle » où, pour l'instant, les citoyens ont le sentiment de ne plus être en mesure de contrôler l'évolution des choses [4].

Les droites veulent leur revanche

Dans ce contexte, les droites cherchent leur revanche. Dès le lendemain du premier tour de la présidentielle, l'arithmétique électorale souligne que « *la gauche est minoritaire* » (*Présent*). Puis viendra l'affirmation que le pouvoir en place a été « *élu par défaut* » (*Minute*, 10 avril 2013). Depuis peu, Marine Le Pen cherche à se distinguer en affirmant la nécessité d'une dissolution de l'Assemblée nationale.

Ces droites prétendent s'appuyer sur la « *France normale* » (*Minute*), la « *France des invisibles* » (*Valeurs actuelles*) ou la « *France des oubliés* » (Marine Le Pen), pour conquérir (ou reconquérir) les pouvoirs locaux comme première étape vers 2017. Les mobilisations de l'année écoulée contre le Mariage pour tous les ont rassemblées, dans les rues. Les partisans de l'ordre moral, « naturel » et inégalitaire y étaient particulièrement actifs, et entendent influer sur les échéances électorales à venir. Ce mouvement semble avoir donné naissance, en France, à une nouvelle génération conservatrice.

Sur le plan idéologique, les communications du *think tank* de Jean-Yves Le Gallou [5] tentent de définir les contours d'une nouvelle majorité pour une droite plurielle. L'une d'entre elles, celle d'Etienne Lahyre, analyse les élections législatives de 2012 comme une « *défaite politique de la droite parlementaire* [et] *une victoire idéologique de la droite nationale* ».

Ainsi, depuis la présidence Sarkozy, les droites construisent des espaces politiques de convergence par l'intermédiaire d'une littérature, d'un langage et de personnages (politiques ou médiatiques) empruntant largement à ceux de l'extrême droite. Un imaginaire commun s'est constitué autour d'une « altérophobie » stigmatisant aussi bien les pauvres et les chômeurs (les assistés) que les musulmans, les Roms ou les corps intermédiaires. Cet imaginaire est décrit, dans le rapport de la fondation Terra Nova, intitulé « L'axe UMPFN : vers le parti patriote ? » [6].

Ce qui est préoccupant, c'est que certains dirigeants locaux – voire nationaux –, qui se revendiquent de la gauche, se sont convertis à cette « altérophobie » et à l'idéologie sécuritaire. Sans doute leur fallait-il une boussole idéologique de rechange, après avoir renoncé à « changer la vie ».

Porosité entre les deux électorats

La note de la fondation Jean Jaurès, intitulée « FN et UMP : électorats en fusion ? » [7], confirme ce qui pouvait être observé sur les multiples signes d'une droitisation de la base électorale et militante de l'UMP. Elle confirme également la convergence idéologique des électorats UMP et Front national (FN), ainsi qu'un déplacement du centre de gravité des deux électorats depuis 2006 : 87 % des sympathisants UMP pensent aujourd'hui qu'« il y a trop d'immigrés en France » (+ 25 points par rapport à avril 2006) : côté FN, s'ils étaient 86 % à le penser en 2006, ils sont aujourd'hui 96 %.

Tandis que le FN continue de jouer son rôle de parti-lobby, la

(1) Lire l'essai téléchargeable sur le site Internet de la fondation Jean Jaurès, *Le Point de rupture - enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Jérôme Fourquet, Alain Mergier, ou encore la lecture critique qui en est faite dans la revue *Hérodote*, n° 144, « Les temps du vote Front national et de ses représentations », Bernard Alidières.

(2) Sur cette question, lire *Les fractures françaises* et les travaux de géographie sociale de Christophe Guilluy.

(3) La « gentrification » est un phénomène urbain d'embourgeoisement : des arrivants plus aisés s'approprient un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés. Où est donc la mixité sociale tant revendiquée par les élus durant les années 2000 ?

(4) La façon dont, depuis 2005, les résultats du référendum sur le Traité constitutionnel européen ont été contournés institutionnellement est toujours présente dans les esprits.

(5) L'ex-FN, ex-Mouvement national républicain (MNR) a créé, après sa rupture avec Bruno Mégret, la fondation Polemia ainsi qu'un Observatoire des journalistes et des médias (Ojim).

(6) Le rapport est téléchargeable sur le site Internet de la fondation Terra Nova.

(7) *FN et UMP : électorats en fusion ?*, Jérôme Fourquet, Marie Gariazzo, fondation Jean Jaurès, septembre 2013.

autoritaires et xénophobes

© GAUTHIER BOUCHET

Selon Nicolas Bay (secrétaire général adjoint du FN), il s'agit moins de gagner « des villes symboles, laboratoires » que d'« effacer la mauvaise image de la gestion des villes FN de 1995 ».

porosité est extrêmement forte entre les deux électorats (particulièrement avancée dans le Sud-Est), et explique un processus déjà constaté à Orange : le report des voix se fait en direction du candidat de droite le mieux placé pour gagner. Cela illustre parfaitement la théorie de l'attractivité développée par l'ex-conseiller élyséen, Patrick Buisson. Les digues républicaines et autres cordons sanitaires volent en éclat de scrutins en scrutins, ceci étant conforté par les repositionnements des dirigeants de l'UMP. Ces derniers s'accompagnent de signaux programmatiques bien peu républicains qui, jusqu'à présent, n'étaient portés que par l'extrême droite (la remise en cause du droit du sol).

Pour autant, sur les questions économiques, des différences persistent entre l'électorat UMP, encore fortement attaché au libéralisme économique, et celui du FN, majoritairement en attente de l'intervention de l'Etat pour corriger et encadrer le marché.

La campagne municipale : « à droite toute »

A quelques mois de l'élection des conseillers municipaux et communautaires de mars 2014, le FN prétend « *entrer en résistance contre ce système pourri* »[8]. Il privilégie trois axes nationaux de campagne. Deux d'entre eux sont identifiants et anciens (insécurité, immigration), auxquels s'ajoute la question fiscale comme axe de d'attraction-différenciation vis-à-vis de l'électorat UMP. Ces axes de campagne permettent de décliner une offre électorale nationale cohérente à destination de ses différents électorats : le « sudiste » plus droitier, le « nordiste » plus social[9].

Par ailleurs, il s'agit de faire pression, à la base, sur les sympathisants et dirigeants politiques locaux de l'UMP et de l'UDI, pour permettre des accords de seconds tours (*remember* Dreux, en 1983). Telle est la fonction de la Charte d'action municipale, rendue publique le 11 septembre 2013.

Pour le FN, la stratégie est de confirmer la dynamique créée par la présidentielle et les législatives de 2012, mais aussi de monétiser les succès des élections partielles des derniers mois[10] ; de poursuivre la captation des « déçus du sarkozysme », et d'élargir son influence électorale aux « déçus du hollandisme », pour faciliter sa présence ou peser sur de prochains scrutins.

Faire oublier la gestion des villes FN

Selon Nicolas Bay [11], il s'agit moins de gagner « *des villes symboles, laboratoires* » que d'« *effacer la mauvaise image de la gestion des villes FN de 1995* » et de renforcer le maillage territorial natio-

(8) Déclaration de son secrétaire général, Steeve Briois, lors de la convention régionale d'Hénin-Beaumont, le 13 octobre 2013.

(9) « "Sudiste" et "Nordiste", les deux électorats du FN », *Le Monde*, le 7 août 2013.

(10) Des bandeaux « Hier Brignoles, demain Hyères » ont été imprimés pour la campagne que mènera Bruno Gollnisch dans cette commune du Var.

(11) Les citations de Nicolas Bay (ex-FN, ex-MNR, ex-Convergences nationales, ancien conseiller municipal de Sartrouville, actuel secrétaire général adjoint du FN chargé de la campagne municipale dans les villes de plus de trois mille cinq cents habitants) sont extraites de *Libération*, 13 septembre 2013.

naliste [12], conformément à la feuille de route organisationnelle que Marine Le Pen présentait durant l'été 2007 : « *Il m'apparaît qu'il faille revenir à une stratégie d'enracinement local fondée sur l'exaltation de l'esprit militant, le développement de la formation, la culture du résultat et la promotion des élites militantes.* » [13]

Il faut donner des visages au « renouveau », en s'appuyant sur une nouvelle génération de candidats et futurs cadres locaux professionnalisés et « propres sur eux ». Certains ne semblent pas avoir compris les règles du double langage : François Chatelain et Anne-Sophie Leclere en ont fait les frais, et se sont vu retirer leurs investitures. Un candidat picard, qui devait être parachuté dans l'Eure, s'est aussi vu désinvesti car condamné à deux mois ferme [14] pour menace de mort. Toujours est-il que sept cents têtes de liste ont déjà été investies afin de systématiser les candidatures dans le millier de communes de plus de neuf mille cinq cents habitants, dans lequel le FN a réalisé au moins 10 % lors des élections législatives de 2012.

Dans les sessions de formation des « Campus bleu Marine », il est question de beaucoup de choses : entre autres de la façon de « *tailler dans les pompes aspirantes que sont, notamment, les subventions accordées à certaines associations* » [15] ; de beaucoup de choses, mais « *de tout, sauf du programme* » [16]…

Extrême droite : l'essayer, c'est l'adopter ?

On comprend que N. Bay s'attelle à faire oublier le bilan du FN en matière de gestion et de pratiques municipales. Ce bilan, le plus souvent, est synonyme de gestion clientéliste marquée par les affaires ; de démolition de la culture ; de gestion financière calamiteuse et d'une politique sociale limitée à la préférence nationale [17].

Même à Orange – où la ségrégation sociale, spatiale, générationnelle et « ethno-culturelle » mise en place par Jacques Bompard est palpable dans le documentaire *Mains brunes sur la ville* [18] –, la gestion en « bon père de famille » du député-maire Ligue du Sud l'a mené récemment devant le tribunal correctionnel de Carpentras [19].

Il est utile de se pencher également sur l'activité des conseillers municipaux frontistes, comme l'a fait Gérard Dalongeville, ancien maire d'Hénin-Beaumont [20], dans son livre *Pen perdue* [21]. On y apprend que le FN a été totalement absent dans les trois mois qui ont suivi l'élection municipale de 2008, et qu'il n'a donc pas eu à s'investir dans des commissions municipales – il aurait pu y être contraint de faire des propositions, voire des compromis, au risque de déplaire à son électorat.

Il s'agit principalement, pour le Front national, de récuser ce qui est fait et, évidemment, dans la situation héninoise, de profiter du climat délétère créé par les affaires liées aux passations de marchés publics [22], tout comme d'exploiter les pratiques douteuses d'élus peu scrupuleux en région Paca.

Dans le projet frontiste de 2009, certaines perles méritent le détour : « *Normaliser les relations avec la région, l'Europe* […] *et solliciter de leur part des subventions pour la commune.* » Etonnant, pour un parti qui revendique la sortie de l'Euro… Sous couvert de « *baisse des impôts locaux* », les économies de « *près de quinze millions d'euros sur le non-remplacement des agents municipaux partant à la retraite* » sont surprenantes, pour un parti prétendant vouloir s'attirer les faveurs des fonctionnaires et s'opposant à la Révision générale des politiques publiques (RGPP) sarkozyste.

Si l'on remonte dans le temps, les « Cent vingt propositions pour les Héninois » de 2001 étaient essentiellement des « *prérogatives de l'Etat et non du maire* »…

En somme, le FN n'apparaît pas vraiment comme une alternative crédible aux partis qu'il dénonce.

Inventer une contre-offensive durable

Il n'est pas toujours aisé de différencier les pratiques locales de l'extrême droite et celles de certains élus se réclamant de la République [23]. Les élus locaux, au-delà des étiquettes, peuvent s'avérer de bons maîtres d'œuvre de politiques locales sécuritaires (arrêtés antimendicité, vidéosurveillance…) ou « identitaires exclusives » (stigmatisation des Gens du voyage, des musulmanes ou des Roms…) qui divisent, font diversion et donc ne résolvent en rien les questions posées par la souffrance des populations.

Aujourd'hui, il s'agit d'interpeller les candidats de gauche, de droite, tous les républicains attachés aux principes d'égalité et de fraternité afin qu'ils prennent leurs responsabilités, qu'ils tournent le dos aux réponses nationalistes et aux édiles surfant sur un populisme autoritaire et xénophobe. Ils doivent leur opposer des projets municipaux porteurs de démocratie, qui apportent des réponses concrètes d'accès aux droits pour tous – ainsi les citoyens s'en trouveront mobilisés et ne s'abstiendront pas. L'objectif : refuser que la haine fasse programme.

Au lendemain des élections locales, il ne sera sans doute pas absurde de se doter d'un outil permettant d'observer les idées et pratiques des populismes autoritaires, xénophobes, et des nationalismes. Au-delà, alors que le climat actuel est qualifié par le sociologue François Dubet de « *maurrassien* » [24], il s'agira de poser, patiemment, les bases d'une contre-offensive durable visant à reconstruire un imaginaire propice à la défense et à la promotion des droits indivisibles, ainsi qu'à des alternatives démocratiques et progressistes. ●

(12) Le FN se donne pour objectif d'obtenir un millier de conseillers municipaux en 2014, que ce soit sous l'étiquette FN ou Rassemblement bleu Marine.

(13) *Rivarol* n° 2821, 27 juillet/30 août 2007.

(14) http://www.courrier-picard.fr/region/un-candidat-du-front-national-condamne-a-deux-mois-ferme-ia186bon207363.

(15) *Valeurs actuelles*, 17 octobre 2013, lors du week-end de formation des futurs candidats du Sud-Est des 12 et 13 octobre.

(16) Propos de Michel Guiniot, probable candidat municipal frontiste dans la ville picarde de Noyon, *Valeurs actuelles* du 17 octobre 2013.

(17) Voir la série d'article écrits par Marine Turchi, journaliste à *Mediapart*, en septembre 2012, intitulée « Le FN en ses mairies ».

(18) *Mains brunes sur la ville*, film de Bernard Richard et Jean-Baptiste Malet, La Mare aux canards, 2012.

(19) Ce dernier était impliqué dans une affaire de prise illégale d'intérêt en 2004 et 2005. *Libération*, 17 octobre 2013.

(20) Le 19 août 2013, Gérard Dalongeville est condamné en première instance à quatre ans de prison, dont trois ferme, et à cinquante mille euros d'amende pour détournements de fonds publics.

(21) *Pen perdue*, Gérard Dalongeville, Jacob-Duvernet, 2013.

(22) *Rose mafia*, Gérard Dalongeville, Jacob-Duvernet, 2012.

(23) Michel Samson, dans son ouvrage *Le Front national aux affaires - Deux ans d'enquête sur la vie municipale à Toulon* (Calmann-Lévy, 1997), s'interroge sur la catégorisation « ami/ennemi » en politique, qui « *informe aussi le discours de nombre de responsables politiques français qui ne sont pas à l'extrême droite* ». Il émet l'hypothèse que « *la force du FN viendrait précisément des signes d'essoufflement* [des institutions], *qu'elles se soient affaiblies par la corruption ou par l'érosion que crée l'entrée de la France dans l'Europe* » (p. 184-185).

(24) *Libération*, 18 octobre 2013.